

allégations et les déclarations du docteur Butler, la situation est particulièrement mauvaise dans la région actuellement, nous procédons à une autre étude.

LES CÉRÉALES

L'EXIGENCE DE LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ POUR LE REMBOURSEMENT DES AVANCES EN ESPÈCES

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Commission du blé. Comme le service de comptabilité de la Commission canadienne du blé expédie actuellement des lettres pour exiger le remboursement immédiat des avances en espèces en instance pour la campagne agricole de 1968-1969, et comme il doit être évident, même pour le ministre d'État, que les agriculteurs ne pourront rembourser ces avances tant qu'ils n'auront pu livrer suffisamment de céréales, le ministre voudrait-il recommander à la Commission de ne pas exiger le remboursement des avances et des intérêts tant que les agriculteurs n'auront pu livrer des céréales en quantités suffisantes?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, on ne m'a pas donné préavis de cette question. Je n'ai pas entendu parler des lettres dont parle le député. Je me ferai un plaisir de regarder ces lettres avec lui et d'étudier la question avec la Commission du blé, bien que ces remboursements soient ordinairement perçus à mesure que le grain est livré.

M. Gleave: Le ministre veut-il donner à entendre à la Chambre qu'il ne sait pas que la Commission canadienne du blé...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

QUÉBEC—L'INCLUSION DE MONTMAGNY DANS LES «ZONES SPÉCIALES»

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

En examinant la liste des cités comprises dans les «zones spéciales» du district de Québec, on n'y retrouve pas la cité de Montmagny. Puis-je demander à l'honorable ministre s'il consentirait à étudier la possibilité d'inclure cette municipalité dans la «zone spéciale» de Québec?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'O-

rateur, si l'honorable député veut bien regarder la liste, il s'apercevra qu'il y a des centaines de villes qui ne sont pas comprises dans la «zone spéciale» de Québec.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LA CORRÉLATION ENTRE L'USAGE DE LA PILULE CONTRACEPTIVE ET LE NOMBRE DE SUICIDES CHEZ LES FEMMES

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): J'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre est-il au courant de la déclaration inquiétante d'un chercheur médical de Toronto voulant que la pilule contraceptive ait fait doubler le nombre des suicides chez les femmes et prend-il des mesures pour remédier à la situation?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le député je pense, parle d'une étude du docteur Anderson établissant la comparaison entre les taux de suicide de l'année dernière et ceux de 1959-1960. Le médecin a dit qu'il n'était pas prouvé que cette hausse était due aux contraceptifs buccaux. Il a signalé en même temps qu'il y a une diminution considérable du taux de mortalité chez les femmes par suite de l'usage de contraceptifs buccaux, étant donné que les grossesses ont été moins nombreuses de même que les naissances prématurées qui ont souvent des effets néfastes.

M. Rynard: Une question supplémentaire. J'ai demandé au ministre s'il est au courant de ces faits et s'il compte prendre des mesures pour que des études plus poussées soient menées sur ce sujet.

L'hon. M. Munro: Préalablement à leur publication dans le journal des médecins, les conclusions auxquelles est arrivé ce praticien ont été communiquées au comité spécial chargé de me conseiller sur tous ces problèmes. Nous examinons très attentivement l'ensemble de ces questions. Nous tiendrons compte de toutes les données qui sont à la base des conclusions de ce médecin. Le rapport final sera probablement prêt dans quatre ou cinq semaines.

LA POLLUTION

LE DÉVERSEMENT DE SUBSTANCES TOXIQUES DANS LE MIRAMICHI

M. G. A. Percy Smith (Northumberland-Miramichi): Ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts ou à son secrétaire parlementaire. Le ministre est-il au courant du déversement récent d'une grande quantité de substances toxiques dans la Miramichi par